



Reconnaissance Sociale et Réglementaire de l'Innovation Variétale
par la sélection participative pour les agricultures biologique et paysanne

Synthèse du rapport final

Partenaires INRA-SAD Paysage et Fondation Sciences Citoyennes

4 décembre 2013

Date d'exécution du projet : décembre 2011 à octobre 2013

Programme REPERE
(Réseau d'Echange et de Projets sur le Pilotage de la Recherche et de l'Expertise)

A l'attention de Marie-Christine Bagnati,
Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie
Commissariat Général du Développement Durable
DRI/CR
Tour Voltaire bureau 4-43
92055 La Défense Cedex

L'évolution de nos systèmes agricoles et alimentaires touche chacun de nous dans notre quotidien. Sur le thème de la « Reconnaissance sociale et réglementaire », ReSoRIV ambitionnait de rendre visible l'innovation collective en matière des semences, émanant de paysans et de chercheurs. Le « monde des semences » appartient majoritairement à un secteur économique aux mains d'entreprises de plus en plus spécialisées, pour une agriculture de précision et productiviste. L'image du produit agricole s'est normalisée et le système réglementaire en a fixé les contours. Des initiatives individuelles paysannes se sont données une dynamique collective depuis une douzaine d'années pour conforter l'innovation à la ferme. L'objectif est de disposer de plantes adaptées à des terroirs et pratiques diversifiées et de proposer une offre alimentaire variée et de qualité. La reconnaissance des semences issues de sélection participative, avec leurs référentiels techniques, sociaux et économiques, a des implications à tous les niveaux depuis les activités scientifiques qu'elles suscitent et les questions réglementaires qu'elles soulèvent.

Le projet ReSoRIV a été construit et s'est déroulé avec ce souci constant de faire connaître (documents de diffusion et démonstration) et de mettre en dialogue les acteurs (événements pour favoriser les rencontres) pour apporter un cadre serein de développement d'une vision forte de agro-écologie (mot très employé aujourd'hui) grâce à des semences adaptées et adaptables par les utilisateurs eux-mêmes.

Présentation du projet

L'innovation variétale par la sélection participative pour les agricultures biologiques et paysannes, associant paysans, chercheurs et souvent d'autres acteurs de la valorisation économique et culturelle de l'innovation, s'appuie sur une conception éthique forte d'une agriculture durable, nourrie par les principes de base de l'agriculture biologique et soucieuse d'un développement économique socialement équitable. Ses principales étapes se déroulent dans les conditions du champ de production agricole destinée à la fois au marché et à la reproduction des semences et sont définies en concertation avec l'ensemble des acteurs associés. Le projet est conçu comme **une plate-forme de dialogue et de proposition pour explorer les voies réglementaires (existantes ou à construire) compatibles avec la nature biologique, génétique et culturelle des variétés et semences créées à la ferme.**

Le projet rassemble un collectif (Recherche, société civile organisée, paysans) qui depuis 10 ans est impliqué dans des projets de recherche avec un objectif commun : développer leur activités autour de la gestion dynamique à la ferme et faire reconnaître les semences paysannes.

Le projet consiste également en l'exploration d'une controverse en matière de recherche et de réglementation concernant les semences paysannes.

Les attendus du projet :

- **Interpeller les décideurs** de la réglementation et des orientations de la recherche sur les difficultés rencontrées sur les semences paysannes et la sélection participative. La gestion dynamique à la ferme est un processus d'innovation marginalisé qui rencontre des difficultés :
 - Sur la reconnaissance de la recherche qui lui est liée ;
 - Sur le devenir juridique de la sélection participative, du produit de la sélection et du droit des agriculteurs à cultiver ces variétés. Les objectifs du projet n'ambitionnaient pas la modification des termes réglementaires dans des délais courts, mais de faire des propositions très concrètes en matière de réglementation et nourrir efficacement le processus européen et national qui est en cours et dont le calendrier n'est pas maîtrisable par les acteurs de ReSoRIV.

- **Définir des priorités en matière de recherche** et de moyens à mettre en œuvre, notamment en matière de réglementation des semences et de reconnaissance des systèmes de gestion dynamique à la ferme.
- **Produire des recommandations à l'attention du Ministère de l'Ecologie** pour impliquer davantage des organisations de la société civile dans la gouvernance de la recherche.

Les activités du projet

- **Élaboration de supports de communication (synthèse, charte graphique) :**

Elles réunissent les informations du terrain à partir des expériences des acteurs et des programmes de recherche en cours. Un effort de synthèse et de réflexion sur les concepts pour communiquer à l'extérieur (à l'attention des décideurs et publics larges) du groupe formé par les partenaires été effectué. Ces fiches sont disponibles sur le site de la Fondation Sciences Citoyennes.

- **Le séminaire de lancement du projet**

Il s'est tenu le 28 mars 2012, à Paris, à la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme et a réuni les partenaires (INRA-SAD et FSC) et prestataires (Institut Technique de l'Agriculture Biologique-ITAB et Réseau Semences paysannes-RSP) du projet ReSoRIV, soit au total 20 participants. Les enjeux du projet et la complexité de la problématique ont rendu nécessaire l'organisation de cette première réunion. Elle visait à ce que les différents acteurs se mettent d'accord sur les objectifs et étapes du projet, de manière à établir conjointement une stratégie à adopter vis-à-vis d'acteurs connus de longue date et dont les positionnements ne sont pas tous partagés. La trame de l'organisation de la classe verte, le positionnement et les questions des différents acteurs ont ainsi été formulés lors de cette rencontre.

- **Le séminaire institutionnel**

Il a eu lieu le 22 novembre 2012 au CNAM (Centre National des Arts et Métiers). Cette deuxième étape visait à réunir un cercle élargi d'acteurs concernés par la recherche et la réglementation sur les semences, pour présenter le projet, le processus et ses objectifs, et établir des pistes pour l'organisation de l'événement central du projet.

Un peu moins d'une vingtaine de participants étaient présents : Groupement National Interprofessionnel des Semences et Plants-GNIS, Groupe d'Étude et de contrôle des Variétés et des Semences-GEVES, Réseau Semences Paysannes, INRA, Ministère de l'Ecologie et de l'Agriculture, CNAM, FSC, Association Biodiversité, Échange et Diffusion d'Expériences-BEDE, Conseil National de la Recherche Scientifique-CNRS, Haut Comité au Biotechnologie-HCB, Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité-FRB.

Les retours post-séminaire ont été positifs : passé un climat tendu les premières heures, l'ambiance de la journée s'est caractérisée par une écoute mutuelle de la part des différents acteurs, habitués pour certains à se croiser dans différentes instances. La création d'un nouvel espace d'échange, plutôt informel, dans une institution comme le CNAM, et co-organisé par une institution, l'INRA et une association, la Fondation Sciences Citoyennes, a offert l'occasion de se poser différentes questions et de discuter des enjeux.

À travers cette journée du 22 novembre, ReSoRIV s'est affirmé comme un espace de dialogue et d'échanges entre des acteurs qui ne se rencontrent pas habituellement, et a permis par la suite, l'ouverture d'autres espaces de négociation en dehors du projet. Ainsi, l'espace créé par ReSoRIV n'est pas qu'un espace de négociation en matière de réglementation entre les acteurs, mais véritablement un espace d'échange.

- **La « classe verte »**

Le temps fort du projet a été baptisé « classe verte » pour décideurs politiques et institutionnels, au vu de son format et de ses objectifs : rassembler les acteurs de la recherche et de la réglementation en matière de semences hors des sentiers habituels, en les faisant sortir des bureaux. Cette rencontre autour des plantes visait à redonner une place au sensible : vue, toucher, odorat, goût au travers des visites dans les champs, du petit-déjeuner et du repas préparés avec des produits bio de la ferme. **Le pari était de provoquer une rencontre dans le lieu d'utilisation, dans les conditions concrètes de culture des semences paysannes.** Le format d'échange, échappant au format académique, a instauré une parole libre, d'autant plus favorisée par les échanges avec les paysans utilisateurs de semences paysannes.

La « classe verte » s'est tenue le mercredi 19 juin 2013, à la ferme des Petits Chapelais à Chavagne. Elle a mobilisé 60 personnes et constitue une réussite pour les organisateurs (FSC, INRA SAD Paysage, ITAB, RSP).

Après un accueil avec un petit déjeuner gourmand constitué des produits de la ferme, les participants ont été invités à visiter différents stands parsemés dans les champs afin de découvrir les différentes thématiques concrètement à l'œuvre dans les programmes de recherche participative sur les semences paysannes aujourd'hui en France. Un atelier recherche et un atelier réglementation ont été organisés l'après-midi, où il était demandé aux participants de définir quels étaient les verrous actuels, de réfléchir à la manière de les prioriser et de proposer des pistes de solution en termes de moyens et d'organisation.

Différentes structures institutionnelles ont été représentées : INRA, AgroCampus Ouest, Chambre d'Agriculture Ille-et-Vilaine, Direction régionale des Eaux et Forêts, Municipalité de Rennes, Conseil Régional service enseignement supérieur et recherche, programme ASOSc, GNIS, Ministère de l'Écologie, bureau agriculture, Ministère de l'Agriculture, bureau des semences, Fondation de France, Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité, GEVES-CTPS, ITAB-Institut Technique de l'Agriculture Biologique.

Quelques associations ont également été représentées : Fondation Sciences Citoyennes, InterBioBretagne, FRAB (Fédération Régionale des Agriculteurs Biologiques de Bretagne), Kaol Kozh, CIVAM 44, Triptolème, CETAB, CBD (Cultivons la biodiversité en Poitou-Charentes), Réseau Semences Paysannes, etc.

La première mobilisation d'acteurs lors du séminaire de novembre avait été un succès. Mais il a été plus difficile de mobiliser les décideurs politiques et institutionnels alors que la classe verte leur était destinée. On regrettera l'absence des représentants de la Commission Européenne et de la direction nationale de l'INRA au temps fort du projet, la « classe verte ». **De ce fait, la classe verte a manqué l'un de ses objectifs, celui de faire discuter les responsables des organismes de recherche sur la recherche participative avec les différents acteurs,** du fait de l'absence des responsables au niveau du Ministère de la Recherche et de l'INRA. En effet, l'atelier recherche a été très consensuel mais sans discussion sur les moyens à déployer pour renforcer les apports de la recherche publique sur le sujet car les personnes avec lesquelles la discussion aurait pu s'engager, n'étaient pas présentes.

La classe verte présentait trois avantages : (1) la visualisation des travaux de recherche avec les collègues sur le terrain en présence des agriculteurs partenaires des projets, (2) la rencontre avec des acteurs du secteur économique qui crée des emplois tout en améliorant leur performance écologique et (3) une discussion basée sur des résultats concrets d'une recherche participative initiée depuis plus de 10 ans.

Issue du projet

Le format de la « classe verte » a favorisé un climat d'échange plus ouvert et plus détendu entre des acteurs habitués, pour un tout petit nombre d'entre eux, à se croiser dans d'autres arènes de négociations en matière de réglementation sur les semences. Au vu de la réussite de la journée, il apparaît important de prévoir délocaliser des réunions, hors de Paris et des bureaux, pour apporter des informations difficilement transmissibles par le discours et par là, donner quelques opportunités ouvertures nouvelles par le partage de ces informations. Il reste difficile cependant de savoir si les réactions positives et avancées réalisées ont été le fait des précédentes rencontres ayant préparé « le terrain », du contexte de négociations avec des propositions d'ouverture du débat (comme c'est le cas actuellement au niveau de la Commission européenne) ou bien du format de la classe verte ? ou les deux ? On note ainsi de possibles avancées en matière de réglementation, notamment sur le positionnement d'officiels (GNIS, Ministère de l'Agriculture). Le représentant du Bureau des Semences et de la Santé des Végétaux du Ministère de l'Agriculture avait pour objectif de faire des propositions au cabinet du Ministre au retour de la journée. Ainsi, **la classe verte ne s'est pas posée comme un espace de négociation mais comme un laboratoire pour faire émerger des hypothèses.**

La dimension démonstrative et pédagogique de la classe verte a porté ses fruits, notamment grâce aux visites dans les champs. L'organisation d'une recherche transdisciplinaire à plusieurs niveaux et la démonstration des blés paysans montrent des atouts d'adaptation (et qui ne versent pas) constitue de possibles avancées en termes de reconnaissance. Quelques-unes des personnes-clés sont en effet ressorties impressionnées de leur « classe verte ».

Le projet ReSoRIV est l'aboutissement de 10 ans de recherche-action. La pertinence de l'outil de « classe verte » a été de d'élargir le cadre des débats à propos des concepts et des moyens à engager pour une recherche participative avec les paysans sur un terrain peu fréquentés par les décideurs. Jusqu'à présent les discussions académiques précédentes dans les instances habituelles n'ont pas fait évoluer les moyens attribués à ces recherches. L'agrégation d'acteurs au-delà de la première sphère habituelle a été une stratégie pour encourager une évolution des choix stratégiques en matière de recherche publique. Les retombées en matière de politique scientifique et de la programmation de la recherche sont difficilement évaluables à l'heure actuelle du fait de l'absence des décideurs ; elles ne seront qu'indirectes.

En matière de recherche participative sur les semences paysannes, le projet ReSoRIV est un moment qui s'inscrit dans un processus d'innovation à la fois sur le fonds et sur la forme des recherches. La classe verte constitue aussi une partie expérimentale du projet qui élargit le côté participatif à d'autres acteurs éloignés du cœur du sujet. L'issue sera une émergence de plusieurs pôles d'intérêts au sein des instances publiques et de la société civile pouvant à leur tour influencer l'évolution de la recherche.

Conséquences pendant et dans les suites immédiates du projet

- Pas de production de connaissances nouvelles mais communication et diffusion auprès d'un public élargi des connaissances restreintes aux partenaires pendant les 10 années d'émergence,
- Insertion des partenaires dans des espaces de discussion où ils étaient exclus jusqu'alors,
- Reconnaissance sociale et réglementaire acquise, même si le processus n'est pas terminé, il aidera à dépasser les inerties institutionnelles pour soutenir la recherche participative de terrain.

Conséquences à moyen terme

Comment assurer une durabilité de la dynamique d'échange instaurée entre les acteurs de ReSoRIV dans le cadre du programme REPERE ?

Plusieurs pistes peuvent être ébauchées : la reconnaissance des différents savoirs à l'œuvre dans un projet de société/recherche ; la participation à la reconnaissance d'une culture scientifique hors des institutions de recherche et à une pluralité des approches pour favoriser l'émergence d'autres types de recherche ; l'implication des citoyens et des organisations de la société civile dans la programmation de la recherche (en amont et non en aval).

Recommandations pour le Ministère de l'Écologie

- Il apparaît nécessaire de continuer de concevoir des appels à projets qui offrent une sortie de marginalité de thématiques environnementales émergentes et soutenir les chercheurs qui sont sensibilisés ou qui s'en saisissent ;
- Les programmes devraient favoriser un financement direct des associations pour alléger les règles de financement et éviter les pesanteurs administratives sur des petites sommes (par exemple nécessité d'établir des conventions pour indemniser les journées de travail des paysans participant à la classe verte).
- La démocratisation du processus d'évaluation des projets et de leur suivi/résultats à travers l'implication d'acteurs associatifs est un élément saillant ;
- La conception du projet ReSoRIV ne s'est pas fait sans heurts, en raison de sa nécessaire validation par la direction de l'INRA. On peut s'interroger sur la compatibilité de la validation en aval d'un sujet de recherche par la direction d'un institut de recherche et l'identification en amont de thématiques marginalisées ou peu « fréquentées » par les décideurs, alors qu'elles ont été identifiées comme problématiques par les acteurs sur le terrain.

Les perspectives restent difficilement identifiables en matière de recherche, sachant que le goulot d'étranglement » se situe au niveau des moyens humains qui sont sur le terrain avec les acteurs. Si le SAD est un département intéressant pour développer/soutenir ce type de recherche, il se pose la question du financement des postes à moyens constants.

En effet, qui va soutenir la recherche participative de manière durable? Même si une évolution sensible est perceptible en matière d'appels à projets, il n'y en a pas eu de création de postes permanents au sein de l'INRA pour soutenir au quotidien cette recherche.

On peut se poser la question de savoir si cette recherche sera toujours aussi peu dotée. ReSoRIV et tous les projets cités sont essentiellement mis en œuvre par des CDD et de stagiaires, tout comme la « classe verte » dont les participants ont apprécié l'engagement de la jeune génération dans cette recherche.

Ajouté à cela, il est ressorti des réflexions qu'il existe un autre problème tout aussi crucial pour l'avenir des recherches participatives qui est celui de la pérennisation des postes d'animateurs d'associations qui sont des relais fondamentaux pour mener à bien les projets co-construits.

Pour se développer, la recherche participative a besoin de chercheurs qui ne sont pas seulement impliqués dans l'analyse *sur* les pratiques de recherche, mais qui sont également impliqués sur le terrain avec les acteurs.